Finances publiques

59. Les membres du gouvernement :
    A. sont justiciables de la Cour de discipline budgétaire et financière
    B. sont justiciables de la Cour de discipline budgétaire et financière dans certains cas énumérés par la loi
    C. ne sont pas justiciables de la Cour de discipline budgétaire et financière

60. Les acteurs des finances publiques sont :
    A. les gestionnaires, les comptables, les fournisseurs
    B. les ordonnateurs, les comptables, les gestionnaires
    C. les prescripteurs, les fournisseurs, les ordonnateurs

61. Votre régisseur est absent, pour assurer la continuité du service :
    A. vous pouvez le remplacer
    B. vous pouvez déléguer cette mission à votre adjoint
    C. toutes les réponses sont fausses

62. La Cour des comptes :
    A. vérifie la disponibilité budgétaire
    B. contrôle et juge les comptes des comptables publics, contrôle la gestion des ordonnateurs et certifie les comptes de l'Etat
    C. valide les plafonds de crédits et d'effectifs

63. À quoi correspond la gestion de fait ?
    A. Aux opérations dont les comptables publics sont chargés
    B. À l'ordre donné par l'ordonnateur au comptable de payer une dépense
    C. Au maniement de deniers publics par une personne qui n'a pas la qualité de comptable public

64. Le caractère libératoire du règlement d'une dette publique signifie que :
    A. le paiement est fait au profit du créancier ou de son représentant qualifié
    B. le paiement dégage le comptable public de toute responsabilité
    C. le règlement est effectué par virement bancaire

65. S’agissant des finances publiques des pays membres, le traité de Maastricht de 1992 fixe les critères de convergence suivants :
    A. un déficit public annuel inférieur à 6 % du PIB, une dette publique inférieure à 90 % du PIB
    B. un déficit public annuel inférieur à 5 % du PIB, une dette publique inférieure à 40 % du PIB
    C. un déficit public annuel inférieur à 3 % du PIB, une dette publique inférieure à 60 % du PIB

66. Quel grand principe budgétaire a été consacré par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 ?
    A. Le principe d'annualité
    B. Le principe de sincérité
    C. Le principe d'unité

67. La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est :
    A. une taxe additionnelle à la TVA sur certains produits et services uniquement
    B. une des composantes de l'impôt sur les sociétés
    C. une des composantes de la contribution économique territoriale

68. Le premier budget de l'Etat voté et exécuté selon les principes de la LOLF est :
    A. le budget de l'année 2001
    B. le budget de l'année 2006
    C. le budget de l'année 2010

69. Le système des autorisations d'engagement et des crédits de paiement :
    A. est étendu à l'ensemble des dépenses des programmes budgétaires
    B. ne s'applique qu'aux opérations d'investissement
    C. n'est applicable qu'aux dépenses de fonctionnement courant

70. Quel a été le budget de l'Etat en 2017 ?
    A. 25,34 milliards d'euros de recettes et 32,67 milliards d'euros de dépenses
    B. 253,4 milliards d'euros de recettes et 326,7 milliards d'euros de dépenses
    C. 2 534 milliards d'euros de recettes et 3 267 milliards d'euros de dépenses

71. La contribution économique territoriale :
    A. est en vigueur depuis 2015
    B. est affectée aux seuls départements
    C. se substitue à la taxe professionnelle

72. Un document orange présente :
    A. une politique interministérielle concernant plusieurs programmes
    B. l'effort financier de l'État dans un domaine d'intervention donné, effort partagé par plusieurs ministères
    C. l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique

73. La LOLF prévoit la possibilité de modifier la répartition des crédits entre des programmes de deux ministères distincts par :
    A. un décret modificatif
    B. un décret de transfert
    C. un décret de virement

74. Les montants encaissés au titre des contrôles fiscaux de l'année 2018 se sont élevés à environ :
    A. 9 milliards d'euros
    B. 17 milliards d'euros
    C. 25 milliards d'euros

75. A quel pourcentage du PIB, correspond, fin 2018, le montant de la dette des administrations de sécurité sociale, au sens du traité de Maastricht ?
    A. 31 % du PIB
    B. 19 % du PIB
    C. 9 % du PIB

76. Quel article de la Constitution du 4 octobre 1958 prévoit le vote des projets de loi de finances par le Parlement ?
    A. L'article 39
    B. L'article 45
    C. L'article 47

77. Les projets de lois de finances doivent être déposés :
    A. en priorité à l'Assemblée nationale
    B. en priorité au Sénat
    C. à l'Assemblée nationale ou au Sénat, comme les projets de lois ordinaires

78. L'article 40 de la Constitution interdit aux amendements parlementaires :
    A. d'augmenter les ressources publiques
    B. de diminuer les charges publiques
    C. d'aggraver les charges publiques

79. Le principe de non-affectation implique que :
    A. toute recette doit être recouvrée en vertu d'une autorisation budgétaire
    B. toute dépense du budget doit pouvoir être financée par toute recette
    C. toute dépense du budget doit être financée par une recette particulière

80. Quel organe certifie la sincérité budgétaire des comptes de l'Etat ?
    A. Le Haut Conseil des finances publiques
    B. Le Conseil constitutionnel
    C. La Cour des comptes

Organisation, fonctionnement et politiques des institutions européennes

81. Quel pays n'est pas candidat à l'entrée dans l'Union européenne ?
    A. L'Islande
    B. La Macédoine-du-Nord
    C. La Serbie

82. Quel Etat ne fait pas partie de l'espace Schengen ?
    A. La Croatie
    B. Le Danemark
    C. La Suisse

83. Quelle est la date de la "déclaration Schumann" ?
    A. 27 mars 1957
    B. 18 avril 1951
    C. 9 mai 1950

84. Quel traité a donné naissance à l'Union européenne ?
    A. Le traité de Lisbonne
    B. Le traité de Maastricht
    C. Le traité de Rome

85. Quelle institution n'est pas une institution de l'Union européenne ?
    A. La Banque centrale européenne
    B. Le Conseil européen
    C. Le Conseil de l'Europe

86. Le président du Conseil européen :
    A. est élu par le Conseil européen, à la majorité qualifiée, pour deux ans et demi renouvelables une fois
    B. est élu par le Parlement européen, à la majorité absolue, pour cinq ans
    C. est désigné pour une présidence tournante de six mois

87. Les dépenses du budget de l'Union européenne sont réparties entre :
    A. dépenses certaines et dépenses optionnelles
    B. dépenses opérationnelles et dépenses de fonctionnement
    C. dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement

88. Quel est le principal outil financier de mise en œuvre de la politique de cohésion européenne sur le territoire français ?
    A. Le Fonds social européen (FSE)
    B. L'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ)
    C. Le Fonds européen de développement régional (FEDER)

89. Qui pose les questions préjudicielles renvoyées à la Cour de justice de l'Union européenne ?
    A. Les Etats membres de l'Union européenne
    B. Les juridictions nationales
    C. Tout justiciable

90. Selon la procédure législative ordinaire prévue à l'article 289 § 1 TFUE :
    A. le Parlement européen et le Conseil adoptent ensemble sur un pied d'égalité un acte législatif
    B. le Parlement européen a le dernier mot pour l'adoption d'un acte législatif
    C. le Parlement européen n'a qu'un pouvoir consultatif dans l'adoption d'un acte législatif

91. Après le Brexit, combien de députés composeront le Parlement européen ?
    A. 751
    B. 750
    C. 705

92. L'article 17 TUE stipule que la Commission européenne :
    A. "met en œuvre les actes législatifs contraignants"
    B. "contrôle le Parlement européen"
    C. "veille à l'application des traités"

93. La durée du mandat de la Commission européenne est de :
    A. 6 ans
    B. 5 ans
    C. 4 ans

94. La Commission européenne est-elle obligée de démissionner si une motion de censure est adoptée par le Parlement européen ?
    A. Oui
    B. Non
    C. Il n'existe pas de motion de censure dans le droit de l'Union européenne

95. Quel est le nom du président actuel du parlement européen ?
    A. Charles MICHEL
    B. David SASSOLI
    C. Jan ZAHRADIL

96. En 2019 le budget de l'Union européenne (crédits d'engagement) s'élève à :
    A. 222,7 milliards d'euros
    B. 165,8 milliards d'euros
    C. 138,4 milliards d'euros

97. Lorsque le Conseil vote sur une proposition de la Commission, la majorité qualifiée est atteinte si :
    A. 55 % des États membres ont exprimé un vote favorable et la proposition est soutenue par des États membres représentant au moins 65 % de la population totale de l'UE
    B. la majorité absolue des États membres a exprimé un vote favorable et la proposition est soutenue par des États membres représentant au moins la moitié de la population totale de l'UE
    C. les deux tiers des États membres ont exprimé un vote favorable

98. Lequel de ces territoires n'est pas un pays et territoire d'outre-mer (PTOM) ?
    A. La Polynésie française
    B. Saint-Barthélemy
    C. Mayotte

99. L'arrêt CJCE, 11 juillet 1974, Darsonville définit une mesure d'effet équivalent à une restriction quantitative comme étant :
    A. toute réglementation commerciale des États membres, susceptible d'entraver directement ou indirectement, actuellement ou potentiellement le commerce intracommunautaire
    B. toute réglementation commerciale des États membres, susceptible de restreindre directement ou indirectement, actuellement ou potentiellement la concurrence sur un marché de produits
    C. toute pratique d'une entreprise, susceptible d'entraver directement ou indirectement, actuellement ou potentiellement le commerce intracommunautaire

100. La directive Seveso porte sur les établissements :
    A. agricoles
    B. de tourisme
    C. classés à haut risque industriel

101. L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne :
    A. prévoit le champ d'application de la Charte
    B. garantit le droit à un recours effectif
    C. garantit le droit au respect de sa vie privée

102. La Cour européenne des droits de l'homme est composée de :
    A. 28 juges
    B. 47 juges
    C. 48 juges

103. Les juges siégeant à la Cour européenne des droits de l'homme sont :
    A. désignés par chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe
    B. nommés par le président de la Cour après examen de leur candidature par l'assemblée plénière des juges de la Cour
    C. élus par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sur proposition des Etats membres

CORRIGE

Finances publiques

59. Les membres du gouvernement :
    A. sont justiciables de la Cour de discipline budgétaire et financière
    B. sont justiciables de la Cour de discipline budgétaire et financière dans certains cas énumérés par la loi
    C. ne sont pas justiciables de la Cour de discipline budgétaire et financière

60. Les acteurs des finances publiques sont :
    A. les gestionnaires, les comptables, les fournisseurs
    B. les ordonnateurs, les comptables, les gestionnaires
    C. les prescripteurs, les fournisseurs, les ordonnateurs

61. Votre régisseur est absent, pour assurer la continuité du service :
    A. vous pouvez le remplacer
    B. vous pouvez déléguer cette mission à votre adjoint
    C. toutes les réponses sont fausses

62. La Cour des comptes :
    A. vérifie la disponibilité budgétaire
    B. contrôle et juge les comptes des comptables publics, contrôle la gestion des ordonnateurs et certifie les comptes de l'Etat
    C. valide les plafonds de crédits et d'effectifs

63. À quoi correspond la gestion de fait ?
    A. Aux opérations dont les comptables publics sont chargés
    B. À l'ordre donné par l'ordonnateur au comptable de payer une dépense
    C. Au maniement de deniers publics par une personne qui n'a pas la qualité de comptable public

64. Le caractère libératoire du règlement d'une dette publique signifie que :
    A. le paiement est fait au profit du créancier ou de son représentant qualifié
    B. le paiement dégage le comptable public de toute responsabilité
    C. le règlement est effectué par virement bancaire

65. S'agissant des finances publiques des pays membres, le traité de Maastricht de 1992 fixe les critères de convergence suivants :
    A. un déficit public annuel inférieur à 6 % du PIB, une dette publique inférieure à 90 % du PIB
    B. un déficit public annuel inférieur à 5 % du PIB, une dette publique inférieure à 40 % du PIB
    C. un déficit public annuel inférieur à 3 % du PIB, une dette publique inférieure à 60 % du PIB

66. Quel grand principe budgétaire a été consacré par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 ?
    A. Le principe d'annualité
    B. Le principe de sincérité
    C. Le principe d'unité

67. La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est :
    A. une taxe additionnelle à la TVA sur certains produits et services uniquement
    B. une des composantes de l'impôt sur les sociétés
    C. une des composantes de la contribution économique territoriale

68. Le premier budget de l'Etat voté et exécuté selon les principes de la LOLF est :
    A. le budget de l'année 2001
    B. le budget de l'année 2006
    C. le budget de l'année 2010

69. Le système des autorisations d'engagement et des crédits de paiement :
    A. est étendu à l'ensemble des dépenses des programmes budgétaires
    B. ne s'applique qu'aux opérations d'investissement
    C. n'est applicable qu'aux dépenses de fonctionnement courant

70. Quel a été le budget de l'Etat en 2017 ?
    A. 25,34 milliards d'euros de recettes et 32,67 milliards d'euros de dépenses
    B. 253,4 milliards d'euros de recettes et 326,7 milliards d'euros de dépenses
    C. 2 534 milliards d'euros de recettes et 3 267 milliards d'euros de dépenses

71. La contribution économique territoriale :
    A. est en vigueur depuis 2015
    B. est affectée aux seuls départements
    C. se substitue à la taxe professionnelle

72. Un document orange présente :
    A. une politique interministérielle concernant plusieurs programmes
    B. l'effort financier de l'État dans un domaine d'intervention donné, effort partagé par plusieurs ministères
    C. l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique

73. La LOLF prévoit la possibilité de modifier la répartition des crédits entre des programmes de deux ministères distincts par :
    A. un décret modificatif
    B. un décret de transfert
    C. un décret de virement

74. Les montants encaissés au titre des contrôles fiscaux de l'année 2018 se sont élevés à environ :
    A. 9 milliards d'euros
    B. 17 milliards d'euros
    C. 25 milliards d'euros

75. A quel pourcentage du PIB, correspond, fin 2018, le montant de la dette des administrations de sécurité sociale, au sens du traité de Maastricht ?
    A. 31 % du PIB
    B. 19 % du PIB
    C. 9 % du PIB

76. Quel article de la Constitution du 4 octobre 1958 prévoit le vote des projets de loi de finances par le Parlement ?
    A. L'article 39
    B. L'article 45
    C. L'article 47

77. Les projets de lois de finances doivent être déposés :
    A. en priorité à l'Assemblée nationale
    B. en priorité au Sénat
    C. à l'Assemblée nationale ou au Sénat, comme les projets de lois ordinaires

78. L'article 40 de la Constitution interdit aux amendements parlementaires :
    A. d'augmenter les ressources publiques
    B. de diminuer les charges publiques
    C. d'aggraver les charges publiques

79. Le principe de non-affectation implique que :
    A. toute recette doit être recouvrée en vertu d'une autorisation budgétaire
    B. toute dépense du budget doit pouvoir être financée par toute recette
    C. toute dépense du budget doit être financée par une recette particulière

80. Quel organe certifie la sincérité budgétaire des comptes de l'Etat ?
    A. Le Haut Conseil des finances publiques
    B. Le Conseil constitutionnel
    C. La Cour des comptes

Organisation, fonctionnement et politiques des institutions européennes

81. Quel pays n'est pas candidat à l'entrée dans l'Union européenne ?
    A. L'Islande
    B. La Macédoine-du-Nord
    C. La Serbie

82. Quel Etat ne fait pas partie de l'espace Schengen ?
    A. La Croatie
    B. Le Danemark
    C. La Suisse

83. Quelle est la date de la "déclaration Schumann" ?
    A. 27 mars 1957
    B. 18 avril 1951
    C. 9 mai 1950

84. Quel traité a donné naissance à l'Union européenne ?
    A. Le traité de Lisbonne
    B. Le traité de Maastricht
    C. Le traité de Rome

85. Quelle institution n'est pas une institution de l'Union européenne ?
    A. La Banque centrale européenne
    B. Le Conseil européen
    C. Le Conseil de l'Europe

86. Le président du Conseil européen :
    A. est élu par le Conseil européen, à la majorité qualifiée, pour deux ans et demi renouvelables une fois
    B. est élu par le Parlement européen, à la majorité absolue, pour cinq ans
    C. est désigné pour une présidence tournante de six mois

87. Les dépenses du budget de l'Union européenne sont réparties entre :
    A. dépenses certaines et dépenses optionnelles
    B. dépenses opérationnelles et dépenses de fonctionnement
    C. dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement

88. Quel est le principal outil financier de mise en œuvre de la politique de cohésion européenne sur le territoire français ?
    A. Le Fonds social européen (FSE)
    B. L'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ)
    C. Le Fonds européen de développement régional (FEDER)

89. Qui pose les questions préjudicielles renvoyées à la Cour de justice de l'Union européenne ?
    A. Les Etats membres de l'Union européenne
    B. Les juridictions nationales
    C. Tout justiciable

90. Selon la procédure législative ordinaire prévue à l'article 289 § 1 TFUE :
    A. le Parlement européen et le Conseil adoptent ensemble sur un pied d'égalité un acte législatif
    B. le Parlement européen a le dernier mot pour l'adoption d'un acte législatif
    C. le Parlement européen n'a qu'un pouvoir consultatif dans l'adoption d'un acte législatif

91. Après le Brexit, combien de députés composeront le Parlement européen ?
    A. 751
    B. 750
    C. 705

92. L'article 17 TUE stipule que la Commission européenne :
    A. "met en œuvre les actes législatifs contraignants"
    B. "contrôle le Parlement européen"
    C. "veille à l'application des traités"

93. La durée du mandat de la Commission européenne est de :
    A. 6 ans
    B. 5 ans
    C. 4 ans

94. La Commission européenne est-elle obligée de démissionner si une motion de censure est adoptée par le Parlement européen ?
    A. Oui
    B. Non
    C. Il n'existe pas de motion de censure dans le droit de l'Union européenne

95. Quel est le nom du président actuel du parlement européen ?
   A. Charles MICHEL
   B. David SASSOLI
   C. Jan ZAHRADIL

96. En 2019 le budget de l'Union européenne (crédits d'engagement) s'élève à :
   A. 222,7 milliards d'euros
   B. 165,8 milliards d'euros
   C. 138,4 milliards d'euros

97. Lorsque le Conseil vote sur une proposition de la Commission, la majorité qualifiée est atteinte si :
   A. 55 % des États membres ont exprimé un vote favorable et la proposition est soutenue par des États membres représentant au moins 65 % de la population totale de l'UE
   B. la majorité absolue des États membres a exprimé un vote favorable et la proposition est soutenue par des États membres représentant au moins la moitié de la population totale de l'UE
   C. les deux tiers des États membres ont exprimé un vote favorable

98. Lequel de ces territoires n'est pas un pays et territoire d'outre-mer (PTOM) ?
   A. La Polynésie française
   B. Saint-Barthélemy
   C. Mayotte

99. L'arrêt CJCE, 11 juillet 1974, Darsonville définit une mesure d'effet équivalent à une restriction quantitative comme étant :
   A. toute réglementation commerciale des États membres, susceptible d'entraver directement ou indirectement, actuellement ou potentiellement le commerce intracommunautaire
   B. toute réglementation commerciale des États membres, susceptible de restreindre directement ou indirectement, actuellement ou potentiellement la concurrence sur un marché de produits
   C. toute pratique d'une entreprise, susceptible d'entraver directement ou indirectement, actuellement ou potentiellement le commerce intracommunautaire

100. La directive Seveso porte sur les établissements :
   A. agricoles
   B. de tourisme
   C. classés à haut risque industriel

101. L'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne :

A. prévoit le champ d'application de la Charte
B. garantit le droit à un recours effectif
C. garantit le droit au respect de sa vie privée

102. La Cour européenne des droits de l'homme est composée de :

A. 28 juges
B. 47 juges
C. 48 juges

103. Les juges siégeant à la Cour européenne des droits de l'homme sont :

A. désignés par chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe
B. nommés par le président de la Cour après examen de leur candidature par l'assemblée plénière des juges de la Cour
C. élus par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, sur proposition des Etats membres